



Le pillage de Chypre par l'Union européenne

Par [Julie Hyland](#)

Mondialisation.ca, 31 mars 2013

WSWS.org

Le sauvetage imposé par l'Union européenne (UE) à Chypre est un acte politiquement criminel de pillage financier visant à détruire les banques du pays et à jeter la classe ouvrière dans le dénuement.

Sous prétexte d'éviter la faillite de l'Etat, la petite île méditerranéenne, qui compte près d'un million d'habitants, est assujettie au genre de thérapie de choc qui a déjà été infligé à la Grèce.

Les modalités du prêt de 10 milliards d'euros imposées par l'UE, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire International (FMI) prévoient la liquidation de la banque Laïki – la deuxième banque de Chypre – et le transfert des dettes envers la BCE à la Banque centrale de Chypre qui doit également faire face à une importante restructuration. 5,8 milliards d'euros de plus doivent être levés en imposant de lourdes *pénalités*, de l'ordre de 40 pour cent ou plus, aux détenteurs d'obligations et à ceux possédant des dépôts supérieurs à 100.000 euros.

Des mesures d'urgence de contrôle des capitaux ont été mises en place, dont une interdiction de transfert outre-mer, un plafonnement à 300 euros des retraits en espèces et une interdiction a été imposée à quiconque de quitter le pays en portant sur lui plus de 1.000 euros en billets de banque. La firme de sécurité britannique G4S est en charge de la garde des banques de l'île afin « assurer le calme » après leur réouverture hier au bout de douze jours de fermeture.

Les mesures vont dans le sens de l'insistance de la chancelière allemande Angela Merkel à savoir que Chypre admette que « son modèle économique est mort. » Vu que le secteur bancaire du pays représente huit fois la taille de son PIB, ceci équivaut à un effondrement économique.

Ceci n'est nullement atténué par le fait que le gouvernement chypriote a été contraint de retirer son plan d'imposer une taxe de 6,7 pour cent sur les dépôts bancaires inférieurs à 100.000 euros. Ceux qui seraient épargnés dans ce cas là devront être saignées à blanc par d'autres moyens.

Le taux de chômage atteint 15 pour cent en raison des mesures d'austérité de l'UE appliquées par le précédent gouvernement mené par le Parti communiste, avant même que n'éclate la actuelle crise, et qui ont résulté dans l'instauration de banques alimentaires organisées par des associations caritatives à Paphos, Limassol et à Nicosie.

Cette situation va maintenant considérablement s'aggraver. Comme le remarquait avec

satisfaction le *Wall Street Journal*, « Nicosie va maintenant faire face aux conditions habituelles d'un sauvetage dans la zone euro : des réformes du marché du travail, une discipline fiscale, des privatisations, une réforme des retraites et des soins de santé. »

Contrairement, toutefois, aux plans de sauvetage pour la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et d'autres pays, où on a continué à prétendre que l'austérité et les réductions de salaire relanceraient l'économie, la presse reconnaît ouvertement que la médecine administrée par l'UE à Chypre tuera le patient.

Le prêt est lié à des pertes massives d'emplois et des réductions de salaires, la démolition des soins de santé, de l'éducation et des prestations sociales, la privatisation des principaux services publics, le transfert des ressources naturelles et énergétiques de l'île aux géants mondiaux de l'énergie.

L'on s'attend à une chute de 25 pour cent du PIB dans les deux ou trois prochaines années à venir et à un doublement du chômage. Avec l'ensemble de la zone euro sombrant dans une récession qui sera encore exacerbée par les mesures adoptées à Chypre, la conséquence en sera une dévastation sociale et économique.

Le *Financial Times* a imputé la faute à la population chypriote en écrivant : « ... le choix d'accoupler l'économie à un service bancaire offshore s'était fait avec la duplicité des dirigeants et l'assentiment d'une population heureuse de vivre au-dessus de ses moyens. »

Comme si, à Chypre, on avait demandé l'avis des travailleurs, s'ils voulaient ou non que l'île devienne un centre bancaire.

En réalité, l'oligarchie financière agit partout avec impunité en dictant la politique gouvernementale selon ses intérêts. Partout, la conséquence est le parasitisme et une corruption endémique, comme l'illustrent les récents scandales au sujet de la manipulation du taux interbancaire Libor, du blanchiment de l'argent de la drogue par la banque HSBC et d'autres ainsi que de fraude généralisée chez JPMorgan Chase, pour n'en citer que quelques-uns. Personne n'a jamais eu de comptes à rendre pour ces délits.

Les travailleurs doivent rejeter cette propagande cynique venant de Berlin, de Paris, de Londres et de Bruxelles, comme quoi la « libération sous caution » chypriote, visant prétendument les oligarques russes et les adeptes de l'évasion fiscale, modifiera la situation ou représente même un genre d'appropriation de la richesse.

L'UE, menée par l'Allemagne avec l'appui des Etats-Unis, a profité de la crise à Chypre pour détruire un concurrent plus faible en consolidant son contrôle des marchés financiers mondiaux. Les banques européennes et américaines vont profiter des oligarques russes et des partisans de l'évasion fiscale qui ont transféré leur argent hors de Chypre durant les semaines qui ont précédé la crise du sauvetage chypriote.

Seule une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière internationale - luttant pour soumettre les ressources de Chypre, de l'Europe et de l'économie mondiale au contrôle démocratique de la population laborieuse - peut conduire à l'expropriation de l'aristocratie financière. Les mesures prises par les principales puissances de l'UE pour s'emparer de l'argent détenu précédemment par des banques chypriotes n'est rien d'autre qu'un vol à peine voilé commis dans l'intérêt des sections les plus puissantes du capital financier.

Le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* l'a d'ailleurs carrément reconnu en disant, « La

zone euro a depuis longtemps cessé d'être une confrérie pour accroître la prospérité et la stabilité mutuelle. Elle s'est transformée en une école de gladiateurs dans laquelle tout le monde se bat pour son propre avantage et sa propre survie. »

L'offensive brutale qui a lieu partout en Europe ne peut être vaincue sur une base nationale. Tout comme ses homologues en Grèce, en Italie et ailleurs, la bourgeoisie chypriote a joué tout au long un rôle profondément réactionnaire. Son alternative aux plans de la troïka avait été de se servir dans les caisses de retraite et chez les petits déposants afin de protéger les ultra-riches et de préserver le statut de paradis fiscal de l'île.

Ces événements soulignent très clairement l'impossibilité absolue de trouver sous le capitalisme une solution démocratique, humaine et progressiste à la crise économique qui affecte le monde.

L'opposition de principe requise à l'encontre des mesures imposées à Chypre doit se fonder sur les intérêts des travailleurs et non sur ceux de l'une ou l'autre des cliques concurrentes de bandits impérialistes. Tout comme la classe dirigeante dispose de formes d'organisations internationales pour imposer ses intérêts de classe, la classe ouvrière doit développer les siennes.

Julie Hyland

Article original, [WSWS](#), paru le 29 mars 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Julie Hyland](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Julie Hyland](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca